

Alain Supiot : « Réinvestir la question du travail »

Article paru dans l'édition du 28.09.12

Le professeur de droit préface un ouvrage de l'intellectuel et syndicaliste italien Bruno Trentin, disparu en 2007

Professeur au Collège de France, spécialiste du droit, Alain Supiot dirige à Nantes l'Institut d'études avancées. Il a préfacé, chez Fayard, dans la nouvelle collection qu'il dirige, « Poids et mesures du monde », *La Cité du travail* (traduit de l'italien par Jérôme Nicolas, 448 p., 25 €), ouvrage paru en Italie en 1997, une analyse critique du rapport que la gauche entretient avec le travail. Son auteur, Bruno Trentin, mort en 2007, a commencé très jeune dans l'engagement politique, d'abord comme résistant en France, où sa famille avait fui le fascisme, puis dans le mouvement syndical italien. A la tête de la CGIL (Confédération générale italienne du travail) de 1988 à 1994, il a occupé un siège de député européen de 1999 à 2004. Selon ses analyses, l'incapacité de la gauche à proposer une alternative à l'ultralibéralisme s'explique par sa soumission historique aux modes de pensée issus du taylorisme et des formes d'organisation scientifique du travail.

Pour Bruno Trentin, le tort historique de la gauche est d'avoir fait sien le modèle tayloriste. Pourquoi ?

Le retour qu'il opère sur la période de la seconde révolution industrielle au début du XXe siècle, l'époque du machinisme, permet de montrer comment ont été enfouis les débats sur la position à adopter face aux nouvelles formes d'organisation du travail, ce qu'on appelle le « management scientifique ». La critique de l'inhumanité de ces modes d'organisation parcourt pourtant tous les milieux, artistiques autant qu'intellectuels, politiques et syndicaux : c'est l'époque de *Metropolis*, de Fritz Lang, et des *Temps modernes*, de Charlie Chaplin. Mais ce management scientifique a été perçu par une majorité de la gauche comme la rançon du progrès. Il y a sur ce point une communauté de vues entre communisme et capitalisme pour considérer que la question du travail relève de la technique et pas de la politique. Et tout comme Lénine, le marxiste italien Gramsci (1891-1937) considère que l'usine est un modèle d'organisation qui doit être étendu à la société tout entière.

Seuls quelques esprits lucides ont vu que le cœur du problème était la réification des hommes impliquée par cette organisation et qu'il ne suffisait donc pas de lutter contre l'exploitation économique des travailleurs. Ce fut le cas, par exemple, de la philosophe Simone Weil (1909-1943), jeune intellectuelle qui s'engage en usine avec l'idée que c'est dans l'expérience même du travail ouvrier qu'elle pourra en comprendre la nature. Mais, de manière générale, toutes les voix qui exploraient un autre rapport au travail ont été minoritaires à gauche et vaincues historiquement.

Peut-on dire que « La Cité du travail » est une relecture de l'histoire des gauches non pas à la lumière de l'opposition traditionnelle entre révolution et réforme, mais à travers le regard porté sur le travail ?

En effet, ce qui a été commun au réformisme et au communisme, c'est la croyance en une « organisation scientifique » de la production, qui réduisait la vie de travail du plus grand nombre à une succession de tâches déshumanisantes. Dès lors, le conflit social - ou la réforme - a eu pour seul objectif de compenser, en temps et en argent, cette vie aliénée : par la réduction de la durée du temps de travail ou l'augmentation du salaire... Cette réduction du périmètre de la justice sociale à la seule question des compensations réduit l'horizon du droit du travail à un échange de quantités : du salaire d'un côté, du temps subordonné de l'autre. Mais le travail lui-même, dans sa dimension qualitative, est évacué. Cela dit, les choses changent avec le nouvel imaginaire cybernétique et les risques psychosociaux. Le droit commence à s'intéresser à l'organisation du travail en ce qu'elle peut mettre en danger la santé mentale. Autrefois, seules les machines pouvaient être considérées comme pathogènes. Aujourd'hui, l'institution peut le devenir.

Y a-t-il chez Trentin un héritage du catholicisme social ?

Il y a plutôt chez lui une interrogation sur cet héritage. Trentin se demande comment un intellectuel comme Gramsci a pu abdiquer devant la déshumanisation impliquée par le *scientific management*. Il y voit un reste de catholicisme : le travail comme punition et comme ascèse. Dans la soumission au taylorisme, on retrouverait la croyance en l'existence de lois immanentes qui condamnent le travail à être une pure négativité. Or, ce que montrent Simone Weil et, dans son sillage, Bruno Trentin, c'est l'ambivalence irréductible du travail, ni pure négativité ni pure positivité.

Quel est le défi que Trentin assigne à la gauche ?

Certainement de réinvestir politiquement la question du travail, et cela à tous ses niveaux d'organisation : celui de l'entreprise, mais aussi celui des nations et de l'organisation internationale du commerce. Certains discours de Lénine évoquent les temps très heureux où, sur les tribunes, on ne verra plus des hommes politiques mais des

agronomes et des ingénieurs... Nous sommes plus précisément arrivés dans les temps « très heureux » d'un magistère tenu par les « techniciens » de l'économie et de la finance ou du « *new public management* ». C'est ainsi, par exemple, que le traité pour la « gouvernance » européenne institue « *un mécanisme de correction [des déséquilibres budgétaires] déclenché automatiquement* ». On est en plein dans le rêve d'une société qui pourrait être mise sur pilotage automatique. Trentin appelait la gauche à reprendre une distance critique vis-à-vis du « management scientifique » de la société et à réinvestir la question de l'organisation du travail comme une question éminemment politique. Sa critique de la gauche dite « d'accompagnement » est sévère, mais ne cède jamais à la rhétorique révolutionnaire. Elle invite à penser la société postindustrielle qui est la nôtre.

Propos recueillis par Julie Clarini